

L'école en faute

Le point de vue... des deux ministres

Le Figaro-Magazine - Samedi 7 décembre 2002
Propos recueillis par Stéphane Barsacq

Au terme de notre enquête, nous avons voulu interroger les deux "ministres de l'Ecole". D'abord Luc Ferry, parce qu'il fut aussi président du Conseil national des programmes, de 1994 à 2002. Puis Xavier Darcos, en sa qualité d'ancien professeur de lettres, entre 1968 et 1991.

• **Le Figaro Magazine - Votre priorité, c'est la «lutte contre l'illettrisme ». Mais avec quelles armes ?**

Luc Ferry - *D'abord des mesures de bon sens, touchant les horaires de français au primaire (qui sont portés à treize heures maximum). Plusieurs enquêtes montrent que le temps consacré dans les classes, sur le terrain, à (apprentissage de la lecture varie de 1 à 4 heures selon les enseignants. Voilà pourquoi j'ai décidé, pour harmoniser par le haut, d'imposer un horaire incompressible de deux heures et demie de lecture et d'écriture individuelle pour tous les élèves au cycle II, puis de deux heures obligatoires au cycle des approfondissements. Pour m'assurer que ces instructions passeront bien dans la réalité, j'ai rencontré, avec Xavier Darcos, tous les inspecteurs du premier degré, sur lesquels je compte beaucoup. Rien ne se fera sans eux, comme rien ne se fera sans la conviction et le dévouement des enseignants.*

• **Pourquoi n'étudie-t-on plus aujourd'hui les chefs-d'œuvre de ta littérature classique ?**

Jamais, je dis bien jamais, autant d'œuvres importantes et complètes n'ont été au programme que dans ceux que nous avons récemment publiés. J'ai reçu sur ce point Marc Fumaroli à plusieurs reprises, et lui-même a dû en convenir. Tout le monde peut consulter les programmes officiels qui sont publiés. Vous pourrez constater par vous-même qu'au collège les élèves étudient en 6^e des textes de l'Antiquité, qu'ils abordent en 5^e et en 4^e des œuvres allant du Moyen Age au XIX^e siècle, et en 3^e, des textes des XIX^e et XX^e siècles, qu'ils doivent apprendre à réciter toi tes sortes de textes, à écrire comme au bon vieux temps des narrations et des rédactions. En seconde et en 1^{re}, en dehors de très nombreux extraits, les lycéens doivent lire au moins six œuvres intégrales par an et s'initier à l'art du commentaire littéraire et de la dissertation: j'ai veillé personnellement à ce que ces exercices soient cités dans les programmes. Faut-il vous rappeler que dans les années 60 on n'étudiait pratiquement pas d'œuvres intégrales et qu'on privilégiait les extraits de textes parfois jusqu'à la caricature ? C'est d'ailleurs cet enseignement que j'ai moi-même connu comme élève et je me demandais souvent quel était le sens de ces œuvres découpées en tranches ou en rondelles. J'ai, pour ma part, toujours plaidé pour que les élèves lisent de grandes œuvres littéraires intégrales appartenant tant à notre patrimoine national qu'à celui de l'humanité. Je vous ai déjà dit combien j'ai personnellement défendu l'introduction de la littérature à (école primaire. Cela dit, je suis bien placé pour savoir que les programmes, aussi bons soient-ils, ne sont pas tout. Je n'ignore pas que les enseignants de français ont aujourd'hui à former des élèves qui n'ont plus la même familiarité avec ce que l'on appelait les « humanités ». Ou, plus grave encore, des élèves qui ne partagent plus ni le même intérêt, ni le même amour pour leur langue. L'enseignement du français doit articuler celui des œuvres littéraires et celui de la langue. Nous devons préserver cet équilibre. Mais il peut sans doute être amélioré, en particulier au collège. C'est pourquoi j'ai demandé à un groupe d'experts présidé par René Rémond de relire les programmes actuels et de me faire les propositions d'amélioration qui paraîtront souhaitables.

• **62 % des enseignants demandent ta suppression du collège unique. Comptez-vous les entendre ?**

Je ne souhaite pas supprimer l'idéal généreux qui portait le collège unique mais aménager ce dernier en introduisant une véritable diversification des parcours de formation offerts aux élèves. Tous n'ont pas les mêmes

talents ni les mêmes goûts et il faut que chacun puisse y réussir quelque chose. Il faut casser la logique de l'échec qui fait perdre l'estime de soi et, par-là même, le respect des autres. C'est aussi dans cette perspective que je souhaite tout faire pour revaloriser enfin l'enseignement professionnel. Il ne suffit pas, pour y arriver, de faire des campagnes de publicité ou d'afficher des intentions généreuses. Car à la vérité, deux réformes expliquent pourquoi l'enseignement professionnel ne peut être aujourd'hui, dans la plupart des lycées, choisi que par défaut: la réforme de 1959, qui a porté les études jusqu'à 16 ans ; la réforme de 1975, qui précise que les études jusqu'à 16 ans se feront dans le cadre du collège unique. Ces deux réformes sont bonnes en elles-mêmes, et nul ne songe à les annuler mais prises ensemble, elles ont déséquilibré les relations entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel. On a trop souvent assimilé l'enseignement professionnel au collège à l'accueil des élèves en difficulté. Un rééquilibrage s'impose aujourd'hui. Le premier remède que je propose, c'est de permettre aux collégiens de découvrir plus tôt les métiers grâce à des stages de quarante-huit heures, de quinze jours, voire de trois semaines dans les lycées ou dans les entreprises pour y découvrir leur voie. Les collèges doivent pouvoir proposer aux élèves qui souhaitent un mode de formation mieux adapté à leurs besoins des dispositifs en alternance, en partenariat et par convention avec les entreprises et les lycées qui combinent enseignements généraux et professionnels, découverte des entreprises et des métiers. Il faut offrir aux collégiens une véritable diversification des parcours. J'ai demandé que l'on mette les programmes du collège en cohérence avec ces objectifs. En aval, je veux montrer, comme Jean-Luc Mélenchon en avait eu le projet, hélas avorté, que l'enseignement professionnel peut être une voie d'excellence, qui peut conduire jusqu'à bac + 3 au sein du lycée des métiers.

- Parlez-vous de ces questions avec le président Chirac ? Avez-vous le sentiment qu'il comprend votre action ?

Bien sûr. J'ai souvent l'occasion d'évoquer ces questions avec le Président. Je puis vous dire qu'il porte un intérêt personnel et profond à l'effort que nous conduisons au ministère pour lutter contre l'illettrisme, et plus généralement contre la fracture scolaire. Il connaît bien le monde des jeunes ; c'est d'ailleurs lui qui a eu l'idée de réunir le ministère de la jeunesse et celui de l'Education, et je me rends compte aujourd'hui que cela constitue pour l'action que je mène un atout décisif.

"Français, mon beau souci"

Par **Xavier Darcos**, ministre délégué à l'Enseignement scolaire

Bon gré mal gré, j'ai été élevé dans le culte de l'orthographe et du verbe exact. Mon père, un de ces boursiers ruraux qui devaient tout à l'école primaire publique, persécutait la plus vénielle des fautes et le moindre des accents. Quand nous étions en vacances, mes frères et moi, nous faisions même relire par quelque regard expert la carte postale qu'on lui envoyait. Nous appartenons à la génération « dictée ». Je ne me suis jamais départi, une fois passé de l'autre côté du bureau magistral, de ces scrupules. Mais il a bien fallu s'adapter et en rabattre sur un formalisme pointilleux (celui du genre épistolaire, par exemple) ou sur la religion de l'écrit. Mes étudiants finissaient par me faire accroire que telle faute ou telle incongruité syntaxique étaient de peu d'importance, que le sens suffit, que la vérité ou la beauté s'élaborent aussi dans les hésitations - même si l'on ne pense pas sans mots et si l'on pense mal quand ils cafouillent. Le fait est là, désormais : l'oralité a gagné et elle dispense, au quotidien, de cette discipline de l'esprit qu'est l'écriture impeccable. Même rédiger un chèque devient chose rare. Les jeunes d'aujourd'hui ont d'autres compétences, une vue plus globale du savoir, une connexion rapide avec toutes les informations possibles, un désir d'être citoyens du monde. Leur regard est prospectif et circulaire. Nos vétilleuses injonctions grammaticales leur paraissent d'une étroitesse un peu dérisoire. Faut-il s'accoutumer à l'idée que nos élèves maîtrisent moins bien la lecture et le calcul que leurs aînés de 1920 ? Et ne remontons pas si loin: à l'entrée en 6^e, en 2001, ils étaient deux fois plus nombreux qu'en 1992 à manquer de ces mêmes bases. Sans nous résigner à ce recul, nous savons que tel fut le prix à payer de la massification de l'enseignement, authentique progrès que l'on doit à l'engagement de la nation et de ses professeurs. Le cœur du problème est celui-ci: cette régression serait plus acceptable si elle ne s'accompagnait pas d'un accroissement des inégalités. En délestant toute une génération des ambitions d'autrefois dans le domaine de l'écrit, ce sont les

enfants des milieux défavorisés qui ont le plus souffert. Ils aboutissent en moins grand nombre aux filières dites d'excellence. Les autres ont trouvé dans leur famille les appuis nécessaires pour compenser les manques. Ainsi, derrière un égalitarisme de façade, se prolongent de graves injustices. Voilà pourquoi il ne faut pas renoncer à donner à tous nos jeunes la « boîte à outils » de la réussite la langue, le plus fondamental de tous les instruments de la vie collective et privée. Céder sur cette exigence d'éducateur, test faire l'autruche aux frais de ceux qui attendent tout de l'école. Or ils sont notre plus cher souci.